

Madame, Monsieur,

Votre enfant n'aura pas classe mardi 9 octobre 2018. A l'appel de plusieurs organisations syndicales et aux côtés des salariés du privé et du public, les enseignantes et les enseignants seront en grève pour l'amélioration du fonctionnement de l'école qui passe par **un budget à la hauteur des besoins** ainsi que plus largement pour la défense des services publics aujourd'hui remis en cause.

La Fonction publique, comme les services publics, sont indispensables au bon fonctionnement de notre pays et assurent un traitement équitable pour tous les citoyens : nous sommes donc tous concernés ! **Ils sont actuellement pris pour cible par le gouvernement** avec des mesures allant à l'encontre des intérêts des usagers et des personnels :

- suppression de 120 000 emplois dans la Fonction publique sur 5 ans ;
- baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ;
- abandon de missions de service public ;
- recours aux contrats précaires pour les enseignants et les administratifs ;
- fin de la priorité accordée au ministère de l'Éducation nationale avec le retour des suppressions de postes.

L'école doit avoir les moyens de relever les enjeux qui se posent à elle en s'attaquant aux inégalités scolaires et en permettant la réussite de tous les élèves. Nous porterons ce jour-là nos revendications pour une politique en faveur d'un service public d'Éducation susceptible d'améliorer les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

Madame, Monsieur,

Votre enfant n'aura pas classe mardi 9 octobre 2018. A l'appel de plusieurs organisations syndicales et aux côtés des salariés du privé et du public, les enseignantes et les enseignants seront en grève pour l'amélioration du fonctionnement de l'école qui passe par **un budget à la hauteur des besoins** ainsi que plus largement pour la défense des services publics aujourd'hui remis en cause.

La Fonction publique, comme les services publics, sont indispensables au bon fonctionnement de notre pays et assurent un traitement équitable pour tous les citoyens : nous sommes donc tous concernés ! **Ils sont actuellement pris pour cible par le gouvernement** avec des mesures allant à l'encontre des intérêts des usagers et des personnels :

- suppression de 120 000 emplois dans la Fonction publique sur 5 ans ;
- baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ;
- abandon de missions de service public ;
- recours aux contrats précaires pour les enseignants et les administratifs ;
- fin de la priorité accordée au ministère de l'Éducation nationale avec le retour des suppressions de postes.

L'école doit avoir les moyens de relever les enjeux qui se posent à elle en s'attaquant aux inégalités scolaires et en permettant la réussite de tous les élèves. Nous porterons ce jour-là nos revendications pour une politique en faveur d'un service public d'Éducation susceptible d'améliorer les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.